

Discours de Paul-Henri Spaak (Washington, 28 septembre 1948)

Légende: Le 28 septembre 1948, Paul-Henri Spaak, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Belgique, prend la parole à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies pour dénoncer la politique soviétique. C'est le discours de la peur.

Source: SMETS, Paul-F. (sous la dir.). La pensée européenne et atlantique de Paul-Henri Spaak (1942-1972). Volume 1. Bruxelles: Goemaere, 1980. 1256 p. p. 148-160.

Copyright: (c) Paul-Henri Spaak

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive respectivement du CVCE et/ou de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser au CVCE ou aux auteurs ou ayants droit concernés.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_paul_henri_spaak_washington_28_septembre_1948-fr-c2b47cd3-bcb1-403e-8e96-e2290ac782b3.html

Date de dernière mise à jour: 03/07/2015

Discours de Paul-Henri Spaak à l'Assemblée générale des Nations unies (28 septembre 1948)

Les orateurs qui ont pris la parole au début de ce débat général ont, à plusieurs reprises, souligné l'atmosphère de lourde inquiétude dans laquelle nos travaux ont commencé.

Comment pourrait-il en être autrement, après tant d'espoirs déçus et tant de problèmes restés sans solution ?

Après une semaine de débat général, peut-être est-il permis de se demander où nous en sommes et si nous avons fait quelques progrès.

Les uns sont montés à cette tribune pour redire leur foi persistante dans les principes et dans l'idéal de la Charte. Les autres ont fait le point avec sérénité et avec courage. D'autres enfin se sont livrés à leurs réquisitoires habituels.

Atmosphère d'incompréhension à l'ONU

Si, à ce moment des débats généraux, je devais me poser la question : « Quel est le sentiment dominant ? » je dirais qu'il me semble, hélas, que l'atmosphère d'incompréhension qui, de plus en plus, divise les Nations Unies, n'a fait que grandir, n'a fait que s'approfondir.

Et je n'hésite pas à le dire : il n'y a peut-être pas de sensation plus douloureuse et d'idée plus grave que celle-là, car une société comme la nôtre ne peut réussir que si, à la base de son action, se trouvent non seulement la tolérance, mais aussi, de la part de chacun, la possibilité de comprendre le point de vue d'autrui.

Nous voulons la liberté

Qui, dans cette atmosphère d'incompréhension, est le plus coupable ?

Qui ne fait pas d'effort pour comprendre le point de vue de l'autre ?

M. Bevin l'a dit hier à cette tribune et je ne pourrais le redire que moins bien que lui.

Il me semble que les pays qui se réclament de la civilisation occidentale et démocratique, au sens classique du mot, n'ont rien à se reprocher.

C'est nous qui voulons la libre circulation des hommes.

C'est nous qui voulons surtout la libre circulation des idées.

C'est nous qui sommes prêts à soumettre à l'examen et au jugement de tous notre politique, notre action, nos buts et nos idéaux.

Ce n'est pas nous qui nous enfermons derrière un rideau de fer que nous voudrions percer pour savoir, pour comprendre, et pour, ayant compris, tâcher de nous rapprocher et de collaborer.

La politique soviétique

Ce qu'il y a de certain, c'est que du côté de la Grande République Socialiste Soviétique, on ne comprend plus du tout le monde occidental.

Et le discours de M. Vichinsky en a été une preuve, une fois de plus administrée.

Peut-être peut-il paraître immodeste aux délégués que le représentant d'un petit pays comme la Belgique veuille répondre au représentant de l'Etat Soviétique.

Mais après tout, peut-être est-il meilleur que ce soit le délégué d'un petit pays qui réponde au représentant de l'Union Soviétique. Car personne ne pourra trouver dans mon attitude une idée de provocation quelconque. Une provocation de la Belgique à l'U.R.S.S. serait une chose trop ridicule.

Mais le discours de M. Vichinsky ne peut se comprendre que de deux façons :

Ou bien c'est un discours de propagande, ou bien c'est un discours tout à fait sincère.

Dans les deux cas, ce discours mérite une réponse. Car si c'est un discours de propagande, nous avons le droit de nous servir de cette tribune pour faire la contre-propagande.

Et, si c'est un discours tout à fait sincère, il révèle une telle méconnaissance de nos buts, une telle ignorance de ce que l'on veut, de ce que l'on pense dans les pays de l'Europe Occidentale, qu'il est absolument indispensable de redresser ces erreurs et de permettre alors à la République socialiste soviétique de fonder sa politique sur une connaissance exacte de ce qui se passe et ce qui se pense dans une partie du monde.

Nous n'avons pas besoin de subir l'épreuve communiste

Après M. Bevin, je répéterai : Nous ne voulons pas discuter le régime communiste.

Nous considérons que pour beaucoup de pays le communisme est une épreuve sans doute nécessaire. Mais nous pensons que c'est une épreuve dont le monde occidental peut se passer. Et, sans vouloir discuter aucun régime, nous voulons affirmer qu'après avoir lutté dans cette dernière guerre contre le fascisme et contre l'hitlérisme, nous n'entendons pas nous soumettre à n'importe quelle doctrine autoritaire ou totalitaire.

Nous croyons à la démocratie libérale, c'est-à-dire que nous croyons et que nous croyons de toute notre force et de toute notre conscience à la nécessité de bâtir une société politique sur la liberté de penser, d'écrire, de nous réunir librement, de nous associer librement.

Nous voulons des élections libres, un Gouvernement responsable devant le peuple, le respect de la dignité de l'homme et un Etat qui sert l'homme et non pas l'homme au service d'un Etat. Et encore moins l'homme au service d'un Parti.

Ce régime a d'immenses avantages : il permet tous les progrès économiques et sociaux. Il répudie l'intolérance. Il répudie l'emploi de la force et l'emploi de la violence. Il fait confiance au bon sens et à la sagesse de l'homme.

Je reconnais que ce régime est sans doute le régime politique le plus difficile à appliquer. Et je reconnais aussi qu'il présente certains inconvénients et peut-être même certains dangers.

Chez nous la liberté de penser et d'écrire comporte même la liberté de penser et d'écrire des erreurs. Mais pour lutter contre l'erreur, nous ne pensons pas qu'il faille s'appuyer sur la police, sur les tribunaux, sur l'exil ou sur pire encore.

A la propagande qui répand l'erreur, nous pensons que le vrai moyen de répondre c'est de répandre la propagande qui contient la vérité. Et parce que nous avons cette confiance puissante et inébranlable dans le bon sens et dans la sagesse des hommes, nous pensons que la propagande pour la vérité finit par triompher.

Tout cela : cet état d'esprit dans lequel nous vivons, ces principes qui sont les nôtres, ces vérités que nous entendons défendre, il faut les comprendre si l'on veut juger notre action politique.

Les démocraties ne poursuivent pas une politique belliciste

M. Vichinsky a beaucoup parlé des campagnes bellicistes qui, paraît-il, existent aux Etats-Unis, en

Angleterre et même, - il n'a pas hésité à le déclarer - en France, en Belgique, dans le Luxembourg et dans les Pays-Bas.

Très franchement, en ce qui concerne mon pays, je ne connais pas un parti politique, je ne connais pas un homme politique responsable, je ne connais pas un homme ayant une part quelconque d'influence dans la direction de l'opinion publique, qui soit un belliciste. Je n'ai jamais vu, je n'ai jamais entendu, je n'ai jamais lu dans la presse de mon pays, dans les discours prononcés dans mon pays, une phrase qui pourrait faire croire que, volontairement, la Belgique participerait à une campagne d'excitation et se préparerait à une guerre agressive contre n'importe quel autre pays.

Mais, je crois qu'en cette matière, il faut ne pas perdre le sens des nuances.

Il ne faut pas confondre la croyance qu'une guerre pourrait éclater et la volonté qu'une guerre éclate. Il ne faut pas confondre la possibilité d'envisager une guerre et le fait de la désirer. Et il ne faut même pas confondre le fait de s'y préparer avec le fait d'y pousser.

Certainement, du côté de l'Union Soviétique, on exagère, et on exagère grandement, ce que l'on lit dans les journaux ou ce que l'on entend dans les discours.

J'ai pris soin non pas seulement d'écouter avec la plus grande attention et avec le plus grand respect ce qu'a dit le délégué de l'U.R.S.S., mais j'ai pris le soin de relire son discours. Et je me suis aperçu que tout de même il donnait à des faits qui, dans un pays de liberté passent pour ainsi dire inaperçus, une importance véritablement extraordinaire.

M. Vichinsky s'élève, et s'élève avec quelle passion, contre certains articles qui ont paru dans la presse américaine, et il dit : « Dans cet article, sont indiqués avec une franchise cynique les bases militaires aériennes d'où les villes soviétiques seront attaquées. Sont marquées également les distances respectives : la distance de Londres à Moscou et retour est de 3.100 milles ; de Tripoli à Rostov, de 1.750 milles ; de Fairbanks en Alaska à Vladivostok, de 3.400 milles ; et de la base de Groenland à Swerdlow, de 3.500 milles. »

Quelle révélation, Messieurs ! Et quelle propagande belliciste, que d'indiquer ainsi, en termes aussi précis, la distance qui existe entre Londres et Moscou.

Je voudrais me permettre de poser une question à l'Honorable Délégué soviétique : peut-il me donner l'assurance que jamais l'Etat-Major soviétique n'a calculé la distance qui existe entre Moscou et Londres ? Et qu'est-ce qu'il croit qu'il y a de plus dangereux pour la paix du monde : les calculs qui sont faits dans le secret des travaux d'Etat-Major ou les cartes qui sont publiées par les revues américaines et qui révèlent des nouveautés aussi extraordinaires que les distances existant entre les grandes villes ?

Il n'y a pas que la propagande belliciste. Il y a aussi le pacte à cinq, le pacte de Bruxelles.

Ceux qui concluent de pareils traités, dit M. Vichinsky, et organisent de pareils blocs, mènent une politique qui n'a rien à voir avec la consolidation de la paix, et encouragent les instigateurs et les organisateurs d'une nouvelle guerre.

L'argument soviétique n'est pas extrêmement subtile.

Elle consiste à dire : quand la Russie s'allie avec les pays qui l'entourent, quand elle fait un traité de défense avec la Pologne, ou avec la Tchécoslovaquie ou avec la Yougoslavie ou avec tant d'autres pays de l'Europe de l'Est, cela c'est de la politique pacifique. Quand, au contraire, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas s'allient avec la France et avec l'Angleterre, cela c'est nécessairement de la politique guerrière.

Le Pacte de Bruxelles est conforme à la Charte

Messieurs, j'ai deux arguments, dont l'un et l'autre sont décisifs pour réfuter une propagande comme celle-là.

Quand nous avons fait le pacte à V, le pacte de Bruxelles, nous n'avons pas fait autre chose que d'appliquer strictement l'article 51 de la Charte. L'article 51 de la Charte dit : « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte aux droits naturels de légitime défense individuels ou collectifs. »

Cette Charte, que l'U.R.S.S. et que les pays de l'Est ont signée en même temps que nous, nous autorise, nous donne le droit de nous réunir et d'organiser notre légitime défense individuelle ou collective. C'est sur la base de cet article, et sur la base d'aucun autre sentiment, que nous nous sommes réunis et que nous avons conclu notre Pacte.

Cet argument juridique à lui seul est suffisant.

Mais, vraiment, y a-t-il quelqu'un dans cette salle, y a-t-il, je pourrais presque dire, quelqu'un au monde qui pense que le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique veulent participer à une guerre d'agression ?

Mais est-ce qu'on oublie d'où nous venons ? Est-ce que l'on oublie les deux épreuves que nous avons subies en 25 ans ? Est-ce qu'on oublie que si nous avons été victorieux finalement, nous avons été occupés pendant quatre longues années ?

Et si nos pays sont sortis de leur double épreuve, nous ne pourrions pas affirmer avec certitude qu'ils seraient capables, encore une fois, de sortir d'une troisième guerre mondiale et de reprendre courageusement leur marche en avant.

Personne ne peut croire que l'alliance qui s'est faite à Bruxelles, au mois de mars dernier, ait une portée agressive, contre n'importe quelle nation.

Mais au contraire tout le monde sait que nous avons voulu nous unir pour nous défendre.

La base de notre politique, c'est la peur.

La délégation soviétique ne doit pas chercher d'explications compliquées à notre politique.

Je vais lui dire quelle est la base de notre politique. Je vais le lui dire, dans des termes qui sont un peu cruels peut-être et dans des termes que seul le représentant d'une petite Nation peut employer.

Savez-vous quelle est la base de notre politique ? C'est la peur. La peur de vous, la peur de votre Gouvernement, la peur de votre politique.

Et si j'ose employer ces mots, c'est parce que la peur que j'évoque, n'est pas la peur d'un lâche, n'est pas la peur d'un Ministre qui représente un pays qui tremble, un pays qui est prêt à demander pitié ou à demander merci.

Non, c'est la peur que peut avoir, c'est la peur que doit avoir un homme quand il regarde vers l'avenir et qu'il considère tout ce qu'il y a peut-être encore d'horreur et de tragédie, et de terribles responsabilités dans cet avenir.

L'impérialisme

Savez-vous pourquoi nous avons peur ? Nous avons peur parce que vous parlez souvent d'impérialisme. Quelle est la définition de l'impérialisme ? Quelle est la notion courante de l'impérialisme ? C'est celle d'un peuple - généralement d'un grand pays - qui fait des conquêtes et qui augmente, à travers le monde, son influence.

Quelle est la réalité historique de ces dernières années ? Il n'y a qu'un seul grand pays qui soit sorti de la guerre ayant conquis d'autres territoires, et ce grand pays c'est l'U.R.S.S. C'est pendant la guerre et à cause de la guerre que vous avez annexé les pays baltes. C'est pendant et à cause de la guerre que vous avez pris un morceau de la Finlande. C'est pendant et à cause de la guerre que vous avez pris un morceau de la Pologne. C'est grâce à votre politique audacieuse et souple que vous êtes devenus tout-puissants à Varsovie, à Prague, à Belgrade, à Bucarest, à Sofia. C'est grâce à votre politique que vous occupez Vienne et que vous occupez Berlin, et que vous ne semblez pas disposés à les quitter. C'est grâce à votre politique que vous réclamez maintenant vos droits dans le contrôle de la Ruhr. Votre empire s'étend de la mer Noire à la Baltique et à la Méditerranée. Vous voulez être aux bords du Rhin et vous nous demandez pourquoi nous sommes inquiets...

La vérité, c'est que votre politique étrangère est aujourd'hui plus audacieuse et plus ambitieuse que la politique des Tsars eux-mêmes.

Nous avons peur aussi à cause de la politique que vous suivez dans cette Assemblée. Nous avons peur à cause de l'usage et surtout à cause de l'abus que vous faites du droit qui vous a été reconnu à San Francisco : le droit de veto.

La souveraineté nationale

Nous avons peur parce que dans cette Assemblée, vous vous êtes fait les champions de la doctrine de la souveraineté nationale absolue. Et nous nous demandons comment une organisation internationale pourra fonctionner. Comment une organisation internationale pourra remplir les buts qui lui sont dévolus, si cette doctrine périmée et, comme je l'ai dit déjà l'année dernière, si cette doctrine réactionnaire triomphe.

L'organisation internationale ne pourra fonctionner que le jour où les Nations, petites, moyennes et grandes auront reconnu, en pleine conscience, qu'au-dessus de leurs volontés personnelles, il y a la loi internationale. Aussi longtemps qu'un pays quelconque prétendra affirmer sa propre volonté par-dessus la volonté de la majorité des Nations, la présente organisation ne pourra pas donner tout ce que nous attendions d'elle.

La collaboration de l'U.R.S.S. à l'O.N.U.

Et il ne vous a pas suffi d'user et d'abuser du veto. Il ne vous a pas suffi de proclamer ce principe de la souveraineté nationale contre la loi internationale : vous avez systématiquement refusé de collaborer avec l'Organisation des Nations Unies chaque fois que cette Assemblée, contre votre sentiment ou contre votre avis, a fait une recommandation.

Vous avez beau jeu aujourd'hui de soutenir que la Commission des Balkans ou que la Commission de Corée n'a pas donné de bons résultats. Comment pouvait-elle donner ces résultats alors qu'avant même qu'elle ait commencé son travail, une partie de cette Assemblée refusait d'y collaborer ?

Nous avons de l'inquiétude à cause de tout cela :

parce qu'à cause de votre façon de faire, vous avez rendu cette Organisation inefficace ;

parce que les questions qui se posent devant cette Organisation restent sans solution par votre propre volonté, même contre l'avis de l'ensemble des Nations Unies.

Nous sommes dans l'inquiétude, parce que nous avons placé toute notre confiance dans une Organisation des Nations Unies efficace et que, par la politique que vous avez suivie, vous nous forcez à rechercher maintenant notre sécurité, non pas dans le cadre international et universel de cette Assemblée, mais dans le cadre des accords régionaux auxquels nous aurions voulu renoncer pour toujours.

Enfin, vous nous inquiétez parce que dans chacun des pays ici représentés, vous entretenez une cinquième colonne auprès de laquelle la cinquième colonne hitlérienne n'était qu'une organisation de boy-scouts.

Il n'y a pas un endroit au monde où un Gouvernement, qu'il soit d'Europe, d'Afrique ou d'Asie, qui ne trouve une difficulté ou un obstacle, que vous ne soyez là pour l'envenimer.

C'est votre façon de collaborer avec les Gouvernements ici représentés, avec lesquels vous devriez travailler à assurer la paix. Et dans chacun de nos pays, à l'heure actuelle, il y a un groupe d'hommes qui, non seulement sont les représentants et les défenseurs de votre politique étrangère (ce qui après tout ne serait pas très grave) mais qui ne manquent pas une occasion d'affaiblir l'Etat dans lequel ils vivent, politiquement, moralement et socialement.

Et vous avez donné, et l'U.R.S.S., et les pays de l'Est, et les partis communistes du monde entier, la mesure exacte de ce que vous pouvez faire dans votre opposition, dans votre attaque contre le plan Marshall.

L'Europe a besoin du plan Marshall

Oh, je ne me fais pas beaucoup d'illusions.

Demain matin, dans une partie de la presse mondiale, je serai traité de valet de l'impérialisme américain ou de vendu à Wall Street.

Mais j'ose affirmer que la position prise par l'U.R.S.S. et par les partis communistes du monde entier contre le plan Marshall est l'action la plus déprimante, la plus grave, la plus inquiétante qu'ils aient pu mener.

Car la vérité proclamée par seize pays européens, qui n'ont tout de même de leçon de dignité nationale à recevoir de personne, c'est que sans le plan Marshall, l'Europe est perdue.

Le plan Marshall ? Au lieu de chercher des explications compliquées, au lieu d'aller trouver des commentaires dans je ne sais quel journal de province américain, il est peut-être plus normal et plus logique d'en puiser le commentaire et d'en retrouver le haut idéal dans les paroles du général Marshall lui-même, quand il a parlé pour la première fois de ce qui devait devenir le plan Marshall.

Il a dit : « Il est logique que les Etats-Unis fassent tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix ne peuvent être assurées. Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos.

Son but doit être la renaissance d'une économie active dans le monde, afin que soient créées les conditions politiques et sociales où de libres institutions puissent exister. »

Quoi qu'il arrive dans l'avenir et quoi que soit l'avenir du plan Marshall, les paroles qui ont été prononcées ce jour-là sont des paroles qui honoreront le chef de la diplomatie américaine et qui sont dans la ligne d'une politique pour laquelle, malgré tout et toujours, nous garderons une énorme gratitude.

Car nous savons que c'est cette politique-là, qui, deux fois en vingt-cinq ans, a envoyé les soldats américains contribuer à la victoire, qui nous a rendu notre indépendance, que c'est cette politique-là, inspirée par Wilson, inspirée par Roosevelt, qui a fait l'effort de guerre américain, qui a fait l'U.N.R.R.A., qui a fait le lend-lease et qui, aujourd'hui, donne à l'Europe sa seule chance de se sauver.

Voilà pourquoi nous sommes inquiets. Voilà, je le répète, un peu crûment, pourquoi nous avons peur.

Nous libérer de la peur

Au cours d'un grand discours qu'il a fait pendant la guerre, le Président Roosevelt a un jour énuméré les quatre libertés qui devaient, d'après lui, rendre la confiance et la prospérité au monde. Et l'une de ces libertés ou plutôt l'une de ces libérations, c'était la libération de la peur.

J'avoue qu'au moment où le discours a été prononcé, je n'en ai pas compris tout le sens, et je n'en ai pas compris toute la profondeur.

Aujourd'hui, au moment où s'ouvre cette troisième session de l'Assemblée des Nations Unies, je sais quel service incommensurable serait rendu au monde si l'on parvenait à nous libérer de la peur. Eh bien, dans cette libération de la peur, que l'U.R.S.S. me permette de le lui dire, elle a un grand rôle, un rôle décisif à jouer.

Nous ne demandons pas seulement qu'on nous affirme catégoriquement, que l'on est pour la paix, que l'on est contre l'impérialisme, que l'on est pour la Charte des Nations Unies. Nous voudrions voir ces paroles traduites en actes et commencer au sein de notre Assemblée une véritable collaboration, basée sur une compréhension et sur l'estime réciproque.

Est-ce que mon discours est un discours pessimiste ?

Est-ce que je considère que tout est perdu ?

Certainement non.

Car dans tout ce qui a été dit dans cette tribune, j'ai constaté que, tout de même, quel que soit, dans une certaine mesure, le sens différent que l'on donne aux mots, le même langage a toujours été tenu en général.

On se réclamait de tous les côtés des mêmes principes.

On affirmait de tous les côtés que l'on voulait assurer la paix.

On assurait de tous les côtés que l'on voulait collaborer.

Et je pense, quelle que soit peut-être la rudesse des paroles que j'ai prononcées, je pense, laissez-moi vous le dire sincèrement, que ces discours pacifiques sont vrais.

Je crois que nous sommes encore trop près de la guerre, trop près des souffrances communes que nous avons subies, trop près de nos ruines et trop près de nos morts. Je pense que nous sommes trop près de tout cela pour que, quand nous parlons de la paix et de la collaboration, ce ne soit pas dans un grand sentiment de sincérité et de vérité.

Ce qui m'épouvante, c'est que je me rends compte qu'à l'heure actuelle, l'humanité sait ce qu'elle devrait faire pour être sauvée, que l'humanité voudrait le faire, mais son destin - son destin tragique - est qu'il semble qu'elle soit incapable de le faire.

Prenons un nouveau départ !

Au moment où commence cette troisième session, nous devrions essayer, maintenant que nous avons touché le fond de nos illusions, de faire quelque chose.

Ah, nous ne devons pas être trop ambitieux. Nous ne devons pas tenter tout de suite, maintenant, de redresser complètement une situation que nous avons laissé se détériorer depuis des années.

Mais nous devrions nous acharner, dans le cadre de notre besogne actuelle, dans le cadre de cette troisième session, à résoudre certaines questions.

Et nous devrions commencer par un coup d'éclat. Nous devrions commencer par un compromis.

Ah, je sais bien que l'on n'aime pas entendre de certains côtés, le compromis. Mais comment s'entendre ? Mais comment réussir à bâtir quand on est si différent les uns des autres, sans chercher tout de même à

travers ces divergences, ce qui peut nous unir ?

Et j'ai fait une constatation : notre ordre du jour est abominablement chargé. Entre parenthèses, je crois vraiment que notre Société s'occupe de trop de choses et essaie de résoudre trop de problèmes secondaires. Ne ferait-elle pas mieux de s'acharner à résoudre les problèmes essentiels et les problèmes immédiats qui se posent ?

Peut-être suis-je naïf, mais tout de même dans ce que je vais dire, y a-t-il une part de proposition raisonnable.

D'un côté de cette Assemblée, on déteste tout ce qui est révision de la Charte. On déteste toutes les discussions sur le veto et on semble craindre que ceux qui défendent un système différent du système existant cherchent à créer une situation qui ferait que certains pays se trouveraient toujours dans la minorité.

Je ne crois pas, je le dis franchement, je ne crois pas que cette crainte soit vraie. Je crois qu'elle est exagérée. Et je sais dans cette Assemblée de multiples délégations qui aimeraient, à certain moment, se rapprocher des thèses qui sont présentées, par certains pays, si vraiment ces thèses paraissaient raisonnables et défendables.

Mais qu'importe. Bien que je pense que la crainte soit vaine, je comprends qu'elle puisse exister.

Et que diriez-vous si nous vous disions : Eh bien ! quoique nous sommes intimement persuadés que la Société ne pourra fonctionner que lorsqu'elle sera révisée, qu'elle ne pourra fonctionner que quand l'abus du veto aura été extirpé, nous allons renoncer à ces idées qui nous sont chères.

Nous allons faire avec vous un nouvel effort, un nouvel effort pour appliquer la Charte telle qu'elle a été établie à San Francisco.

Nous allons renoncer à quelque chose que nous considérons comme essentiel, à une seule condition : c'est que vous, de votre côté, vous promettiez vraiment de collaborer à l'exécution de la Charte.

Collaborer à l'exécution de la Charte dans sa lettre, mais surtout collaborer à l'exécution de la Charte dans son esprit.

Cela veut dire que vous ne vous opposerez plus systématiquement et sans raison à l'admission de nouveaux membres.

Cela veut dire que vous n'écarterez plus de la famille des Nations Unies des pays qui ont le droit d'y entrer aujourd'hui.

Cela veut dire que lorsque, après mûre discussion, une recommandation sera faite aux pays faisant partie de l'organisation, vous accepterez d'y souscrire.

Car nous avons besoin de vous pour réussir dans notre tâche et nous vous demandons de ne pas saboter notre travail.

Faisons cet effort. Acceptez notre sacrifice. Promettez-nous votre collaboration loyale.

Essayons de prendre un nouveau départ...

Et, si nous le prenons, en essayant de nous rapprocher, en essayant de nous comprendre, alors la flamme qui nous brûlait à San Francisco rejaillira claire et vivante. Alors nous pourrons de nouveau espérer dans les destinées du monde.

Prenons ce nouveau départ ensemble. Il n'est pas trop tard...

Il n'est pas trop tard, mais il est temps.